

De : [Jocelyne Tremblay](#)  
A : [Brodeur, Pierre-Olivier](#)  
Cc : [Marie-Claude Michon](#); [Ferland, Elizabeth](#)  
Objet : RE: Engagements pris lors de votre témoignage  
Date : 6 octobre 2014 17:33:05  
Pièces jointes : [Tableau suivi - Actions concertées \(2014-09-04\).pdf](#)  
[ATT65333.gif](#)  
[ATT65334.gif](#)

---



Bonjour M. Brodeur,

Je vous confirme que le tableau transmis concernant le suivi des actions numéros 20, 21 et 22 est à jour et correspond bien aux mesures mises en place.

Toutefois, je tiens à apporter une précision concernant les actions 20 et 21.

Comme mentionné lors de mon témoignage, les ministères et organismes disposent de la latitude requise pour définir les modalités de mise en oeuvre de ces engagements de même que le mode d'archivage des documents concernés. Par conséquent, je ne peux confirmer qu'une copie signée est systématiquement versée au dossier de l'employé. Certaines organisations conservent les documents visés dans un registre distinct, sous format papier ou électronique.

Je vous transmets donc une nouvelle version du tableau de suivi qui tient compte de cette précision.

Espérant le tout conforme,

**Jocelyne Tremblay**

Directrice principale

Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines

Secrétariat du Conseil du trésor

875, Grande Allée Est, 2e étage, secteur 400

Québec (Québec) G1R 4R8



[www.tresor.gouv.qc.ca](http://www.tresor.gouv.qc.ca)



*Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.*

De : "Brodeur, Pierre-Olivier" [redacted]  
A : Jocelyne Tremblay [redacted]  
Cc : Marie-Claude Michon <[redacted]> "Ferland, Elizabeth" [redacted]

Date : 2014-10-02 15:27  
Objet : Engagements pris lors de votre témoignage

---

Bonjour Mme Tremblay,

Lors de votre témoignage à la CEIC, vous avez pris l'engagement suivant :

- Le témoin s'engage à faire parvenir la mise à jour à ce jour des mesures prises concernant les actions concertées MTQ-SCT (204E-134)

Le SCT nous a déjà transmis un tableau de suivi des actions concertées (voir pj). Pourriez-vous vous assurer qu'il est à jour? Je crois que cela suffirait pour considérer l'engagement rempli.

Cordialement,

**Pierre-Olivier Brodeur, Ph.D.**

Membre de l'équipe de recherche

Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion  
des contrats publics dans l'industrie de la construction

*Adresse postale:*

600, rue Fullum, sous-sol, Secteur 0570

Montréal, (Québec) H2K-3L6

[redacted]  
[redacted]  
[redacted]  
[redacted]

[www.ceic.gouv.qc.ca](http://www.ceic.gouv.qc.ca)

**Devez-vous vraiment imprimer ce courriel? Pensons à l'environnement.**

Ce message est confidentiel et est à l'usage exclusif du destinataire identifié ci-dessus. Toute autre personne est, par les présentes, avisée qu'il lui est strictement interdit de le diffuser, de le distribuer, d'en dévoiler le contenu ou de le reproduire. Si vous avez reçu cette communication par erreur, veuillez en informer l'expéditeur par courrier électronique immédiatement et détruire l'original de ce message ainsi que toute copie.

[pièce jointe "Tableau suivi - Actions concertées (2014-09-04).pdf" supprimée par Jocelyne Tremblay/sct]



**MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS CONCERTÉES POUR RENFORCER LA LUTTE  
CONTRE LA COLLUSION ET LA CORRUPTION**

**SYNTHÈSES DES RÉSULTATS POUR LES MESURES DE PORTÉE GOUVERNEMENTALE  
PAR LE SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (SCT)**

**AXE 1 – Un meilleur contrôle des coûts et de la qualité et une plus grande imputabilité du secteur privé**

| <b>Actions</b>  | <b>Unité responsable</b> | <b>Résultats</b>   |
|---|--------------------------|--|
| <b>ACTION 2</b><br>Sanction des entreprises réclamant indûment des sommes supplémentaires dans le cadre d'un contrat public<br>(Modifications législatives)   | <b>SSMP</b><br>(DRCP)    | <b>RÉALISÉE – DÉCEMBRE 2012</b><br>La Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, c. 25), sanctionnée le 7 décembre 2012, a modifié la Loi sur les contrats des organismes publics (c. C-65.1).<br>Une nouvelle disposition (a. 27.11 LCOP) prévoit une sanction pour un contractant qui présente à un organisme public une demande de paiement fausse ou trompeuse qui comprend un montant auquel il n'a pas droit.<br>En plus d'une amende, cette infraction, listée à l'annexe 1 de la LCOP, entraîne le refus automatique de l'Autorité des marchés financiers à une demande d'autorisation de contracter.<br>Ces nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 7 décembre 2012. |
| <b>ACTION 3</b><br>Élaboration d'un cadre de gestion pour les projets d'infrastructure publique de 5 M\$ à 40 M\$<br>(Cadre de gouvernance inspiré de la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique) | <b>SSIP</b><br>(DGGPI)   | <b>ÉLABORATION D'UNE DIRECTIVE EN COURS – PRÉVUE EN FÉVRIER 2015</b><br>La mise en œuvre de cette action a dû être retardée.<br>Entrée en vigueur de la Loi sur les infrastructures publiques (2013, c. 23), le 1 <sup>er</sup> novembre 2013.<br>Adoption, en février 2014, de la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique (qui remplace la Politique-cadre sur la gouvernance des grands projets d'infrastructure publique). Cette directive vise les projets de 50 M\$ et plus.<br>L'élaboration d'une directive sur la gestion des projets d'infrastructure publique de 5 à 50 M est prévue pour février 2015.   |
| <b>ACTION 5</b><br>Maintien ou instauration de bureaux de projets (MELS, MSSS, MTQ, MCCCCF, SIQ)  | <b>SSIP</b><br>(DGGPI)   | <b>RÉALISÉE – DÉCEMBRE 2012</b><br>Un guide produit par le SCT a été distribué aux ministères et aux organismes consultés.   |

## AXE 2 – L’affirmation d’un leadership en matière d’expertise

| Actions   | Unité responsable | Résultats  |
|---|-------------------|--|
| <b>ACTION 6</b><br>Ajout de 970 ETC au MTQ sur un horizon souhaité de 5 ans en fonction de la disponibilité de la main-d’œuvre                  | SSPBP             | <b>RÉALISATION EN CONTINU – DEPUIS AVRIL 2012</b><br>Le MTQ transmet au SCT un rapport trimestriel sur le nombre d’ETC embauché.<br>Le SCT effectue un suivi régulier relativement au nombre d’ETC embauché.<br>Le MTQ respecte les cibles visées.   |
| <b>ACTION 7</b><br>1. Exemption du MTQ de la règle du non-remplacement d’un départ à la retraite sur deux                                       | SSPBP             | <b>EN APPLICATION DEPUIS 2011</b>  |
| <b>ACTION 7</b><br>2. Exemption du MTQ du gel de recrutement  | SSPBP             | <b>EN APPLICATION DEPUIS 2011</b>  |
| <b>ACTION 8</b><br>1. Mise en place d’un processus accéléré d’embauche pour les ingénieurs et les techniciens des travaux publics               | BGGRH             | <b>RÉALISÉE – NOVEMBRE 2013</b><br>La mise en place d’un processus accéléré d’embauche pour les ingénieurs et les techniciens des travaux publics a été délaissée au profit des modifications à la Loi sur la fonction publique (c. F-3.1.1) concernant le développement du nouveau processus de dotation pour l’ensemble des classes d’emploi.<br>La Loi modifiant la Loi sur la fonction publique principalement en matière de dotation des emplois (2013, c. 25) a été sanctionnée le 20 novembre 2013. |
| <b>ACTION 8</b><br>2. Possibilité de reconnaître l’expérience et la scolarité de maîtrise des candidats pour déterminer le salaire à l’embauche | BGGRH             | <b>RÉALISÉE – MARS 2012</b><br>La directive a été approuvée par le Conseil du trésor en mars 2012.<br>Elle est mise en application depuis le 28 mai 2012.  |

| Actions   | Unité responsable | Résultats   |
|---|-------------------|---|
| <b>ACTION 8</b><br><br>3. Déploiement du programme Ambassadeurs afin de mieux faire connaître la fonction publique à des bassins de candidats potentiels ciblés, dont les ingénieurs et les techniciens de travaux publics                                      | <b>BGGRH</b>      | <b>RÉALISÉE – HIVER 2012</b><br><br>Le déploiement du programme a eu lieu en février 2012.<br><br>La formation des ambassadeurs a débuté dès mars 2012 et leur première sortie a eu lieu au début d'avril 2012.   |
| <b>ACTION 8</b><br><br>4. Présence de recruteurs dans les établissements d'enseignement du Québec afin de mieux faire connaître la fonction publique et la diversité des emplois, notamment auprès des étudiants de niveaux universitaire et collégial en génie | <b>BGGRH</b>      | <b>RÉALISÉE – HIVER 2012</b><br><br>Selon le cadre du programme gouvernemental d'attraction des talents (PGAT), des recruteurs sont présents dans les établissements d'enseignement dans les régions de Québec et de Montréal.<br><br>Le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) assure maintenant la suite des choses.  |
| <b>ACTION 8</b><br><br>5. Tenue d'une seconde campagne de recrutement universitaire visant les finissants dans certains domaines d'expertise ciblés, dont le génie  | <b>BGGRH</b>      | <b>RÉALISÉE – MAI 2012</b><br><br>Trois concours successifs en génie se sont tenus en janvier et février 2012 ainsi que deux activités promotionnelles pour les candidats déclarés aptes en génie en mai 2012.<br><br>En mai 2012, deux journées de l'emploi ont eu lieu pour les ingénieurs et les techniciens en travaux publics inscrits sur les listes de déclaration d'aptitudes depuis janvier 2012. À Québec, 232 personnes ont assisté à cet événement de même qu'environ 300 personnes à Montréal. |

### AXE 3 – De nouvelles initiatives pour prévenir, détecter et protéger l'intégrité des contrats publics

| Actions   | Unité responsable   | Résultats   |
|---|---|---|
| <b>ACTION 15</b><br>Mise en place d'un registre afin de rendre inadmissibles aux contrats publics les contractants déclarés coupables de certaines infractions (Registre des entreprises non admissibles – RENA)                                  | <u>Règlement</u><br><b>SSMP</b><br>(DRCP)<br><br><u>Mise en œuvre</u><br><b>SSMP</b><br>(DSIGC) | <b>RÉALISÉE – JUIN 2012</b><br><u>Règlement</u><br>Le Règlement sur le registre des entreprises non admissibles aux contrats publics et sur les mesures de surveillance et d'accompagnement (c. C-65.1, r. 8.1) est entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> juin 2012.<br>Décret 470-2012 du 9 mai 2012, publié à la <i>Gazette officielle du Québec</i> N° 20 du 16 mai 2012.<br><u>Mise en œuvre</u><br>Le SCT a développé une application informatique pour soutenir le registre et a conçu un formulaire de transmission électronique de renseignements.<br>Le registre est en opération depuis le 1 <sup>er</sup> juin 2012.   |
| <b>ACTION 16</b><br>Élaboration d'une attestation de probité incluant les aspects révisés de l'attestation anti-collusion et intégration dans les documents types d'appel d'offres  | <b>SSMP</b><br>(DFMP)   | <b>RÉALISÉE – NOVEMBRE 2011</b><br>L'attestation relative à la probité du soumissionnaire a été intégrée dans les documents types d'appel d'offres le 2 décembre 2011.  |
| <b>ACTION 20</b><br>Transmission systématique d'un avis écrit pour tous les employés se prévalant d'un congé pour travailler dans le secteur privé indiquant qu'ils ne peuvent travailler à leur compte ou pour un projet lié à leur organisation | <b>BGGRH</b>  | <b>RÉALISÉE – MAI 2012</b><br>Cette mesure, mise en place depuis le 28 mai 2012, se traduit par la transmission systématique d'avis écrits relativement à l'éthique et à la déontologie, sous forme de lettre signée par le directeur ou la directrice des ressources humaines ou le gestionnaire autorisé.<br>Ces avis sont transmis lors des situations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- congé sans solde et/ou à traitement différé;</li> <li>- fin d'emploi-congédiement et/ou démission;</li> <li>- congé de préretraite et retraite.</li> </ul> Une copie signée est conservée au dossier de l'employé ou dans un registre distinct géré par le ministère ou l'organisme. |
| <b>ACTION 21</b><br>Communication au moment de l'embauche de nouveaux employés rappelant les principes d'éthique et les règles  | <b>BGGRH</b>  | <b>RÉALISÉE – MAI 2012</b><br>Mesure mise en place depuis le 28 mai 2012.<br>Cette communication contient un engagement écrit d'avoir reçu et pris connaissance des documents afférents, ainsi qu'une reconnaissance de la possibilité pour le signataire   |

| Actions   | Unité responsable                                      | Résultats   |
|---|--|---|
| de déontologie qui s'appliquent et leur engagement écrit d'en respecter les termes  |  | de consulter le répondant en éthique de son ministère ou organisme.<br><br>L'original signé est conservé au dossier de l'employé ou dans un registre distinct géré par le ministère ou l'organisme.   |
| <b>ACTION 22</b><br><br>Mise en ligne d'une capsule de sensibilisation aux principes d'éthique et aux règles de déontologie   | <b>BGGRH</b>   | <b>RÉALISÉE – MAI 2012</b><br><br>La scénarisation et l'intégration multimédia ont été réalisées le 20 avril 2012.<br><br>La capsule est mise en ligne par le biais du Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC) depuis le 28 mai 2012.   |
| <b>ACTION 23</b><br><br>Après une analyse systématique des bordereaux de soumissions par le MTQ, examen de la possibilité et des conséquences de rejeter automatiquement toute soumission comportant un article problématique (en collaboration avec le MTQ)              | <b>MTQ</b><br><br>en collaboration avec<br><b>SSMP</b> | <b>EN COURS DEPUIS 2012</b><br><br>Le MTQ procède à un déploiement du processus d'analyse systématique des bordereaux de soumissions.<br><br>La possibilité et les conséquences de rejeter automatiquement toute soumission comportant un article problématique seront analysées.<br><br>Le SCT collaborera avec le MTQ, s'il y a lieu.   |
| <b>ACTION 24</b><br><br>Encadrement de la communication des entreprises non soumissionnaires<br><br>(Modification de la Politique de gestion contractuelle concernant les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics) | <b>SSMP</b><br>(DRCP)                                  | <b>RÉALISÉE – JUILLET 2012</b><br><br>La Politique de gestion contractuelle concernant les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics a été modifiée relativement à la communication avec les entreprises (C.T. 211694 du 3 juillet 2012).<br><br>La modification consiste notamment en l'utilisation obligatoire d'un questionnaire (déjà inclus dans les documents types d'appel d'offres élaborés par le SCT).<br><br>Il sera alors possible de connaître les raisons ayant mené une entreprise à ne pas présenter de soumission dans le cadre d'un appel d'offres public malgré qu'elle ait obtenu les documents. En l'absence de réception du document, l'organisme public devra communiquer avec les entreprises susceptibles de présenter une soumission qui n'ont pas transmis le questionnaire dûment rempli.<br><br>Les nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 1 <sup>er</sup> septembre 2012. |
| <b>ACTION 25</b><br><br>Possibilité de rejeter une soumission anormalement basse (selon certaines conditions)   | <b>SSMP</b><br>(DRCP)                                  | <b>RÉALISÉE – AVRIL 2013</b><br><br>La réglementation sur les contrats publics a été modifiée afin de définir une soumission anormalement basse, indiquer la procédure à suivre pour la prise de décision à cet égard et permettre le rejet de la soumission.   |



| Actions  | Unité responsable                | Résultats   |
|--|----------------------------------|---|
| (Modification à la réglementation sur les contrats d'approvisionnement, services et travaux de construction [omnibus])   |                                  | <p>Décrets 430-2013, 431-2013 et 432-2013 du 24 avril 2013), publiés dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> N° 19 du 8 mai 2013.</p> <p>Les nouvelles dispositions réglementaires concernant la possibilité de rejeter une soumission anormalement basse sont entrées en vigueur le 23 mai 2013.</p>   |
| <p><b>ACTION 26</b></p> <p>Exigence qu'une seule soumission puisse être déposée par une entreprise et ses personnes liées</p> <p>(Modification à la réglementation sur les contrats d'approvisionnement, services et travaux de construction [omnibus])</p>  | <p><b>SSMP</b></p> <p>(DRCP)</p> | <p><b>RÉALISÉE – AVRIL 2013</b></p> <p>La réglementation sur les contrats publics a été modifiée afin d'ajouter, comme condition de conformité d'une soumission, que le dépôt par une entreprise de plusieurs soumissions pour un même appel d'offres entraîne le rejet automatique de toutes ses soumissions.</p> <p>Décrets 430-2013, 431-2013 et 432-2013 du 24 avril 2013), publiés dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> N° 19 du 8 mai 2013.</p> <p>Les nouvelles dispositions réglementaires concernant l'exigence d'une seule soumission par soumissionnaire sont entrées en vigueur le 23 mai 2013.</p>  |
| <p><b>ACTION 27</b></p> <p>Respect des dispositions de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et du Code de déontologie des lobbyistes</p> <p>(Modification de la Politique de gestion contractuelle concernant les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics)</p> | <p><b>SSMP</b></p> <p>(DRCP)</p> | <p><b>RÉALISÉE – JUILLET 2012</b></p> <p>La Politique de gestion contractuelle concernant les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics a été modifiée relativement à la communication d'influence dans les contrats (C.T. 211694 du 3 juillet 2012).</p> <p>Ainsi, le soumissionnaire devra produire une déclaration dans laquelle il affirme que, si des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention d'un contrat, elles l'ont été conformément à la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et au Code de déontologie des lobbyistes.</p> <p>Les nouvelles dispositions sont entrées en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2012.</p> <p>Les documents types d'appel d'offres ont été modifiés en conséquence avant l'entrée en vigueur de la Politique.</p> |
| <p><b>ACTION 28</b></p> <p>Tenue d'activités de formation et sensibilisation à l'éthique publique</p>  | <p><b>BGGRH</b></p>              | <p><b>RÉALISÉE – DEPUIS MAI 2012, PUIS EN CONTINU</b></p> <p>Une nouvelle formation destinée aux nouveaux répondants en éthique a été développée en collaboration avec l'ÉNAP.</p> <p>La première cohorte a regroupé prioritairement les répondants nouvellement nommés et a eu lieu en mai 2012. D'autres formations ont eu lieu en octobre 2012, puis aux mois de janvier et mars 2013.</p> <p>Une trousse à outils destinée aux répondants en éthique a également été développée.</p>  |

| Actions  | Unité responsable     | Résultats  |
|--|-----------------------|--|
| <b>ACTION 29</b><br>Programme de formation à la détection de situation de collusion (SCT-MTQ-UPAC) | <b>SSMP</b><br>(DFMP) | <b>RÉALISÉE – AVRIL 2014</b><br><br>Trois rencontres de sensibilisation ont été tenues à l'automne 2011 par l'Unité permanente anticorruption (UPAC) au MTQ et lors des six Forums de secrétaires de comités de sélection du SCT.<br><br>Le SCT a collaboré avec l'UPAC pour le développement d'une formation en ligne sur l'intégrité dans les contrats publics et la lutte contre la collusion et la corruption.<br><br>Quatre capsules sont disponibles sur l'Extranet des marchés publics du SCT ainsi que sur le site Internet de l'UPAC depuis avril 2014. |

#### AXE 4 – Un renforcement du cadre de gestion contractuelle

| Actions   | Unité responsable     | Résultats   |
|---|-----------------------|---|
| <b>ACTION 30</b><br>Désignation de responsables de l'application des règles contractuelles dans chaque organisme public<br>(Modifications législatives) | <b>SSMP</b><br>(DRCP) | <b>RÉALISÉE – DÉCEMBRE 2012</b><br><br>La Politique de gestion contractuelle concernant les contrats d'approvisionnement, de services et de travaux de construction des organismes publics a été modifiée concernant les responsables de l'observation des règles contractuelles (C.T. 211694 du 3 juillet 2012).<br><br>Les nouvelles dispositions de la Politique, assujettissent les ministères et les organismes publics de l'Administration gouvernementale, sont entrées en vigueur le 1 <sup>er</sup> septembre 2012.<br><br>De plus, la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, c, 25), sanctionnée le 7 décembre 2012, a modifié la Loi sur les contrats des organismes publics (c. C-65.1).<br><br>Deux dispositions (a. 21.0.1 et 21.0.2 LCOP) prévoient l'obligation pour chaque organisme public visé par la LCOP de se doter d'un responsable de l'observation des règles contractuelles (RORC) et identifient ses fonctions. Elles sont entrées en vigueur le 7 décembre 2012. |
| <b>ACTION 31</b><br>Politique de gestion pour aider à la prise de décision sur les suppléments<br>(Nouvelle politique de gestion contractuelle)         | <b>SSMP</b><br>(DRCP) | <b>REPLACÉE PAR DES MODIFICATIONS LÉGISLATIVES – RÉALISÉE EN DÉCEMBRE 2012</b><br><br>Un projet de politique a été délaissé au profit d'autres mesures visant le même objectif.<br><br>La Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (2012, c, 25), sanctionnée le 7 décembre 2012, a modifié la Loi sur les contrats des organismes publics (c. C-65.1).   |

| Actions   | Unité responsable              | Résultats   |
|---|--------------------------------|---|
|   |                                | <p>Ainsi, la LCOP a été modifiée (a. 22 LCOP) afin de rendre obligatoire sur le SEAO, outre la publication des renseignements sur le montant initial du contrat, celui sur chaque dépense supplémentaire excédant de plus de 10 % le montant initial de même que le montant total payé par l'organisme public pour chacun des contrats.</p> <p>De plus, le 15 septembre 2013, les trois règlements sur les contrats publics (approvisionnement, services travaux de construction) ont été modifiés afin de prévoir les modalités de publication.</p>  |
| <p><b>ACTION 32</b></p> <p>Resserrement des règles applicables en matière de surveillance des travaux</p>   | <p><b>SSIP</b><br/>(DGGPI)</p> | <p><b>RÉALISÉE PARTIELLEMENT</b></p> <p>Des rencontres ont eu lieu entre le SCT et des associations d'architectes et d'ingénieurs en novembre 2011.</p> <p>Le MTQ a défini de nouvelles règles et prévoit les opérationnaliser.</p>   |
| <p><b>ACTION 33</b></p> <p>Publication du montant final de chaque contrat sur le SEAO</p> <p>(Modification à la réglementation sur les contrats d'approvisionnement, services et travaux de construction [omnibus])</p> | <p><b>SSMP</b><br/>(DRCP)</p>  | <p><b>RÉALISÉE – AVRIL 2013</b></p> <p>De nouvelles dispositions ont été introduites dans les trois règlements sur les contrats publics (approvisionnement, services, travaux de construction) afin que la description finale de chaque contrat soit publiée dans le SEAO, qu'il ait été conclu de gré à gré ou suite à un appel d'offres public ou sur invitation.</p> <p>En plus du montant final, la publication de toute dépense supplémentaire a également été prévue. La Loi sur les contrats des organismes publics (a. 22 LCOP), modifiée en décembre 2012 par la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, oblige maintenant les organismes publics à publier sur les SEAO les renseignements sur chaque dépense supplémentaire excédant de plus de 10 % le montant initial du contrat.</p> <p>Le délai pour la publication dans le SEAO du montant final est de 90 jours suivant la fin du contrat et celui pour les suppléments est de 60 jours suivant la modification entraînant le montant supplémentaire.</p> <p>Décrets 430-2013, 431-2013 et 432-2013 du 24 avril 2013), publiés dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> N° 19 du 8 mai 2013.</p> <p>Les nouvelles dispositions réglementaires relatives à la publication des renseignements sur le SEAO sont entrées en vigueur le 15 septembre 2013.</p> |
| <p><b>ACTION 34</b></p> <p>Accélération de la publication des contrats de gré à gré dans le SEAO</p>  | <p><b>SSMP</b><br/>(DRCP)</p>  | <p><b>RÉALISÉE – AVRIL 2013</b></p> <p>Les trois règlements (approvisionnement, services, travaux de construction) ont été modifiés afin que la publication sur SEAO des renseignements portant sur la</p>  |

| Actions   | Unité responsable   | Résultats   |
|---|---|---|
| (Modification à la réglementation sur les contrats d'approvisionnement, services et travaux de construction [omnibus])  |   | <p>description initiale du contrat soit effectuée dans les 30 jours suivant la conclusion d'un contrat conclu de gré à gré ou à la suite d'un appel d'offres sur invitation. Cette publication s'effectuait auparavant semestriellement.</p> <p>Décrets 430-2013, 431-2013 et 432-2013 du 24 avril 2013), publiés dans la <i>Gazette officielle du Québec</i> N° 19 du 8 mai 2013.</p> <p>Les nouvelles dispositions réglementaires relatives à la publication des renseignements sur le SEAO sont entrées en vigueur le 15 septembre 2013.</p> |
| <p><b>ACTION 35</b></p> <p>Mise en place d'un système de soumissions électroniques</p>  | <p><b>SSMP</b><br/>(DSIGC)</p>                              | <p><b>MISE EN PLACE EN COURS – PRÉVUE 2015</b></p> <p>Le contrat concernant la mise en place du SEAO a été adjudgé en novembre 2011.</p> <p>Le nouveau système de soumissions électroniques a été développé pour décembre 2012</p> <p>La fonctionnalité a été livrée en 2013.</p> <p>Un projet pilote est prévue en 2014</p> <p>Le système devrait être mis en place en 2015.</p>   |
| <p><b>ACTION 36</b></p> <p>Optimisation des processus d'acquisition dans une perspective de favoriser une saine concurrence :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Homologation de produits</li> <li>2. Acquisition de gravier, d'enrobés bitumineux, de tours d'éclairage</li> <li>3. Attribution des mandats en cascade</li> <li>4. Redéploiement des travaux de déneigement réalisés par les employés du MTQ dans les endroits où il y a absence de concurrence</li> <li>5. Révision des seuils des programmes de contrats à exécution sur demande dans la perspective d'encourager davantage la participation des firmes de</li> </ol> | <p><b>MTQ</b><br/>en collaboration avec<br/><b>SSMP</b></p> | <p><b>RÉVISION DU PROCESSUS EN COURS PAR LE MTQ</b></p> <p>Le SCT sera en support au MTQ pour cette mesure, s'il y a lieu.</p>  |

| <b>Actions</b>  | <b>Unité responsable</b>                           | <b>Résultats</b>   |
|---|--|--|
| petite et de moyenne taille   |  |  |
| <b>ACTION 37</b><br>Renforcement de l'évaluation du rendement des fournisseurs (SCT-MTQ)<br>1. Réalisation systématique des évaluations de rendement et prise en compte du rendement antérieur des firmes de génie-conseil lors de l'attribution de nouveaux contrats | <b>MTQ</b><br>en collaboration avec<br><b>SSMP</b> | <b>RÉALISÉE PAR LE MTQ</b><br>Une rencontre a eu lieu le 25 janvier 2012 entre le SCT et le MTQ pour faire le point sur ces mesures.<br>Le MTQ réalise régulièrement des évaluations de rendement des fournisseurs.<br>En juin 2012, le SCT a obtenu, pour analyse, les principes et modalités d'application par le MTQ de la prise en compte du rendement antérieur des prestataires de services dans l'évaluation de la qualité des soumissions pour ses contrats de services.<br>Depuis mai 2013, le MTQ tient compte de la cote de rendement pour l'attribution des contrats de services professionnels. |
| 2. Entente de lignes directrice pour la prise en compte de l'évaluation de rendement antérieur pour l'attribution des contrats aux entrepreneurs en travaux de construction   | <b>SSMP</b><br>(DRCP)                              | <b>EN COURS D'ANALYSE</b><br>Le SCT a procédé en 2013 à une consultation portant sur les règles et les pratiques des organismes publics en matière contractuelle et l'évaluation du rendement des fournisseurs fait partie des mesures analysées.<br>Le SCT procède présentement à l'analyse de la modernisation des dispositions relatives à l'évaluation du rendement des fournisseurs.  |
| <b>ACTION 39</b><br>Déploiement du programme de qualification des entrepreneurs en travaux de structures complexes à d'autres catégories de travaux (SCT-MTQ)   | <b>SSMP</b><br>(DRCP)                              | <b>EN COURS</b><br>Une rencontre a eu lieu le 25 janvier 2012 entre le SCT et le MTQ pour faire le point sur le programme de qualification des entrepreneurs.<br>En février 2014, le MTQ recommandait de maintenir le programme.<br>Si des modifications aux règles contractuelles s'avéraient nécessaires suite aux résultats des travaux du MTQ relativement à la qualification des entrepreneurs en travaux de structures complexes, le SCT collaborerait avec le MTQ pour la mise en œuvre de cette mesure.  |